



Communiqué de presse du 5 octobre 2020

Retour sur le discours d'Emmanuel Macron sur les questions de séparatisme

Vendredi 2 octobre aux Mureaux (78), le Président de la République s'est exprimé dans un discours exhortant au « réveil républicain » face au « séparatisme islamiste ». Ce discours était très attendu sur un sujet particulièrement sensible qui méritait clarifications et précisions.

Ville & Banlieue a tenu à réagir à cette expression, notamment par la voix de son Président Thierry FALCONNET.

D'emblée, le choix du Président Emmanuel MACRON de prononcer ce discours sur le « séparatisme islamiste » aux Mureaux, commune populaire marquée par la politique de la Ville, nous a étonné. Les populations qui vivent dans les communes et quartiers populaires adhèrent, dans leur très grande majorité, aux idéaux républicains.

Ville & Banlieue exprime une nouvelle fois ses fortes inquiétudes d'un risque réel d'amalgames entre une pratique raisonnée de l'Islam, respectueuse des lois de la République, notamment celle de 1905 sur la séparation des Églises et de l'État, et un projet néfaste porté par des militants politiques qui dévoient une religion à des fins antirépublicaines.

Alors que la répartition des crédits du Plan de relance et le projet de loi de finances 2021 sont en discussion, **nous redisons que lorsque la République n'est pas suffisamment présente par les moyens octroyés dans nos territoires vulnérables pour faire vivre la promesse d'égalité, d'autres forces politiques se substituent à elle et trouvent alors un terreau des plus favorables pour mettre en œuvre leur projet séparatiste.**

Loin de l'optimisme affiché par le Président de la République affirmant que 75% des mesures inscrites dans le feu plan Borloo pour les banlieues auraient été mises en œuvre depuis 2017, il est indispensable que l'État réponde à l'urgence sociale et aux immenses besoins auxquels nous sommes quotidiennement confrontés. C'est le sens de la parole exigeante des maires de Ville & Banlieue, dans le cadre du dialogue constructif que nous entretenons et poursuivrons avec le gouvernement, pour lutter à notre manière contre le « séparatisme social » qui mine profondément notre pacte républicain.

Contact : Sylvie Thomas 06 77 89 78 82